

# Les emplois aidés sont-ils si inefficaces ? Il y a débat

 tempsreel.nouvelobs.com /economie/20170818.OBS3547/les-emplois-aides-sont-ils-si-inefficaces-il-y-a-debat.html

Pascal Riché

19/08/2017

Après la ministre du Travail Muriel Pénicaud, c'est au tour du Premier ministre de s'en prendre aux emplois aidés. En déplacement dans le Gers, Edouard Philippe a affirmé vendredi qu'ils étaient "souvent onéreux" et "peu efficaces" pour retrouver un emploi. Deux spécialistes apportent un regard plus nuancé sur la question.

Pour Éric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques, les emplois aidés ont une utilité à la fois pour amortir les chocs conjoncturels et faciliter l'insertion des personnes les moins qualifiées, mais c'est l'usage politique qui en est fait (pour faire baisser les chiffres du chômage) qui pose problème. André Zylberberg, spécialiste du marché du travail et directeur de recherche émérite au CNRS, est plus sceptique sur cet outil mal ciblé, même s'il reconnaît que des personnes très éligibles du marché du travail en ont besoin.

## Eric Heyer (OFCE) : "On se trompe de cible"

### L'Obs. Les emplois aidés sont-ils vraiment inefficaces, comme l'affirment Muriel Pénicaud et Edouard Philippe ?

Eric Heyer : Dans un monde idéal, avec un système scolaire qui fonctionnerait parfaitement et sans chocs conjoncturels, il ne faudrait pas d'emplois aidés. Mais ce monde n'existe pas.

Les emplois aidés traditionnels peuvent, d'abord, être efficaces pour atténuer les conséquences d'un trou d'air conjoncturel (de courte durée, je ne parle pas d'une crise plus longue comme celle de 2008). Ils peuvent faire en sorte que la génération qui arrive sur le marché du travail lors de ce trou d'air ne pas commence par du chômage. Chaque année, 150 000 jeunes sortent sans aucun diplôme du système scolaire. Les contrats aidés, il faut donc les instaurer quand la conjoncture ralentit, et les supprimer quand elle repart. Hélas, depuis la fin des années 90, on a souvent fait le contraire.

Si l'on veut qu'ils aient un rôle plus "structurel" face au chômage, ils faut qu'ils soient ciblés sur des gens sortis sans diplôme qualifiant de leur scolarité et il faut qu'ils leur permettent d'apprendre réellement un métier. Dans ce cas, il ne faut pas recourir aux emplois aidés traditionnels de type TUC ou CUI-CAE, qui ont une durée trop courte, de 8 à 12 mois. Mais il faut opter pour des emplois plus longs, assortis d'une formation robuste, tournée vers des métiers d'avenir. Les "emplois d'avenir", ciblés et d'une durée de trois ans, pouvaient être intéressants. Ils prévoyaient 75% de temps de formation la première année, 50% la seconde, 25% la dernière : en trois ans, vous pouvez qualifier ces personnes-là. Mais ils ont été détournés de leur objectif pour simplement faire baisser statistiquement les chiffres du chômage. Le problème, ce ne sont pas les emplois aidés, c'est l'utilisation qu'on en fait.

### L'Obs. Selon différentes études, la probabilité de retrouver un emploi régulier est identique, que l'on sorte d'un emploi aidé ou du chômage...

EH. Peut-être, mais on ne peut en déduire qu'ils sont inefficaces. Car les emplois aidés sont donnés à des personnes qui sont extrêmement déqualifiées. Si grâce à cet emploi aidé, ces personnes reviennent "dans la moyenne" des chômeurs peu qualifiés, c'est déjà un résultat positif. L'emploi aidé favorise l'insertion.

### L'Obs. Autre critique : le coût des contrats aidés, qui représente environ 4 milliards d'euros pour un stock de 400.000 emplois aidés.

EH. 400.000 pour une population active de 28 millions de personnes, c'est très marginal. Et un emploi aidé coûte

10.000 euros par an et par emploi. Et ces 10.000 euros déboursés par le budget ne tombent pas dans un trou : ils correspondent à un travail, ils seront dépensés, ils entraîneront des dépenses de TVA... On se trompe de cible. Certes, il faut que les contrats aidés fonctionnent mieux, qu'ils soient ciblés sur les bonnes personnes, qu'ils soient assortis d'une vraie formation à des métiers porteurs. Mais on ne peut pas tout jeter sans répondre à la question : qu'est-ce qu'on fait des 150.000 jeunes sans qualification qui arrivent chaque année sur le marché du travail ?

## **André Zylberberg (CNRS) : "Souvent une politique à courte vue"**

### **Les emplois aidés sont-ils vraiment inefficaces ?**

André Zylberberg : il faut s'entendre sur le sens du mot "efficacité". Il existe de nombreuses études convergentes, en France, en Suède ou en Allemagne, qui montrent que si l'on compare des populations aux profils équivalents, la probabilité d'un retour à un emploi régulier n'est pas supérieure chez ceux qui ont eu un emploi aidé par rapport à ceux qui n'en n'ont pas eu. Si vous entrez dans le détail, vous vous apercevez même que la probabilité de retour à l'emploi est inférieure pour ceux qui ont eu un emploi aidé dans le secteur non-marchand (les services publics, les associations...), par rapport à ceux qui n'en n'ont pas eu. Il y a visiblement des effets de stigmatisation.

### **L'Obs. Avoir été dans un emploi aidé pendant un an dans le public est-il vraiment plus stigmatisant que d'avoir été chômeur pendant un an ?**

AZ : Hélas oui. Ceux qui ont été au chômage pendant un an ont plus de chances de retrouver un emploi. Mais j'insiste, c'est ce que l'on constate pour les emplois aidés dans le secteur non-marchand. En revanche, dans le secteur marchand, c'est l'inverse : l'emploi aidé est alors plus efficace pour retrouver un emploi.

### **L'Obs. N'y a-t-il pas, dans le secteur non marchand, des "effets d'aubaine", les employeurs ayant recours à des emplois aidés pour baisser le coût de postes qu'ils comptaient de toute façon créer ?**

AZ. Sans doute. Mais toute politique économique crée des effets d'aubaine. Mais l'on voit bien que nous avons un problème avec les emplois aidés du secteur non-marchand, qui ne sont pas suffisamment ciblés. Il y a des gens qui ont évidemment besoin de ces emplois aidés, parce qu'ils sont inadaptés, très éloignés du marché du travail. Il faut les cibler, et cesser d'utiliser ces emplois aidés pour tous les autres, car ce n'est pas leur rendre service. C'était bien l'idée de départ des emplois d'avenir : bien cibler les populations qui en ont besoin, leur assurer une formation parfois longue... Mais hélas, ce n'est pas le cas de la grande masse des emplois aidés. Car les gouvernements sont très vite tentés de servir de cet outil pour faire baisser les statistiques du chômage : pour cela, les emplois aidés peuvent être très "efficaces", mais c'est une politique à courte vue, et très coûteuse pour le budget.

### **L'Obs. Les emplois aidés ne peuvent-ils pas également être utiles pour absorber les chocs de la conjoncture ?**

AZ. Certains de mes collègues le pensent, mais je suis sceptique. Je pense que dans ce cas, quitte à dépenser de l'argent pour atténuer les conséquences de ces chocs, il vaut mieux carrément former ces jeunes.

**Propos recueillis par Pascal Riché**